

# Lutte de classe

## Darcos vous surveille avec l'accord d'Aschieri : démission !

Le ministère de l'Education a confirmé lundi avoir passé un appel d'offres pour la mise en place d'une « *veille de l'opinion* » ciblant les médias, les sites Internet politiques et syndicaux, ou encore les blogs, avec l'objectif de « *repérer les leaders d'opinion* » et d' « *anticiper et évaluer les risques de contagion et de crise* ».

« *Cet appel d'offre n'est pas une nouveauté. C'est renouvelé chaque année depuis 2006. Tous les grands ministères ont une veille média et Internet et ça fait partie des missions déléguées à la direction de la communication* », expliquait-on lundi au ministère de l'Education nationale.

Vous étiez au courant de l'existence de « *ces missions* » très spéciales ? Qui vous en a parlé ?

Le détail de l'appel d'offres montre une volonté de surveiller l'opinion, et particulièrement la contestation de la politique mise en place, avec notamment comme objectif d' « *anticiper et évaluer les risques de contagion et de crise* ».

L'une des missions consiste à « *repérer les leaders d'opinion, les lanceurs d'alerte et analyser leur potentiel d'influence et leur capacité à se constituer en réseau* », pour tenter de les neutraliser ajoutons.

« *Les informations significatives pertinentes sont celles qui préfigurent un débat, un 'risque opinion' potentiel, une crise ou tout temps fort à venir dans lesquels les ministères se trouveraient impliqués* », précise le document.

« *La veille sur Internet portera (...) sur les médias en ligne, les sites de syndicats, de partis politiques, les portails thématiques ou régionaux, les sites militants d'associations, de mouvements revendicatifs ou alternatifs, de leaders d'opinion* », peut-on encore lire, tout ce qui bouge quoi.

« *La veille portera également sur les moteurs généralistes, les forums grand public et spécialisés, les blogs, les pages personnelles, les réseaux sociaux, ainsi que sur les appels et pétitions en ligne, et sur les autres formats de diffusion (vidéos, etc.)* », souligne encore le document, un vrai travail d'agent des renseignements généraux.

Il est également précisé que « *les sources d'informations formelles que sont la presse écrite, les dépêches d'agences de presse, la presse professionnelle spécialisée, les débats des assemblées, les rapports publics, les baromètres, études et sondages seront également surveillées et traitées* ». La paranoïa les gagne, on a à faire à des cinglés, des gens dangereux.

L'analyse de ces informations doit notamment permettre « *de mieux anticiper les mouvements d'opinion et les critiques et de détecter systématiquement les signaux faibles de crise* ».

Même une simple critique les dérange, c'est pour dire à quel point ils ne supportent plus l'existence d'une véritable opposition dans ce pays. Ce qui est intéressant dans ce cas de figure, c'est que ce sont eux qui nous le font savoir, on n'a pas besoin d'interpréter leurs intentions, ils les expriment ouvertement.

« *Parler d'une volonté de fichage des militants me paraît être une surinterprétation* », a déclaré lundi à l'Associated Press le secrétaire général de la Fédération syndicale unitaire (FSU) Gérard Aschieri. Normal qu'il prenne la défense du ministre, ils ont autant intérêt l'un que l'autre à faire taire les militants qui respectent leur mandat, ce qui n'est évidemment pas le cas d'Aschieri. « *Le ministère veut simplement anticiper pour adapter sa propagande* », a-t-il ajouté. « *Le reproche que je pourrais surtout faire, c'est qu'on dépense un argent fou, pas pour l'intérêt général, mais pour l'intérêt du ministre* », comme si l'intérêt général ne se confondait pas avec celui du gouvernement avec lequel Aschieri a signé un accord récemment.

Les principaux syndicats d'enseignants des collèges et lycées ont appelé à la grève le 20 novembre contre le projet de budget pour 2009 qui prévoit des réductions d'effectifs, rejoignant ainsi l'appel des enseignants du primaire.

Darcos avait cru bon d'affirmer dans la presse que la plupart des enseignants soutenaient sa politique, alors que craint-il vraiment ? Une explosion sociale qui échapperait au contrôle des dirigeants syndicaux qui sont ses alliés ?

(AP 11.11)